



CIGEO à Bure : pour quelques milliards de plus

L'évaluation du coût du futur centre d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux à Bure, en Meuse, a tourné à la discussion de marchands de tapis. Si la sécurité des habitants pour des millions d'années n'était pas en jeu, cela en serait presque risible ...



Galerie souterraine du laboratoire de Bure (Crédits photo : Bertrand Degove)

L'Agence Nationale de gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), qui planche sur le sujet depuis plus de vingt ans, a estimé le Centre Industriel de Stockage Géologique (CIGEO) à 32,8 milliards d'euros sur plus de cent ans d'exploitation. Ce chiffre a été jugé « optimiste » par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). De son côté, le très puissant lobby du nucléaire composé des trois principaux producteurs de déchets radioactifs que sont Electricité de France (EDF), Areva et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) tentent de minimiser le coût de CIGEO à vingt milliards d'euros. Pas étonnant puisque ce sont eux qui sont censés financer l'enfouissement de leurs déchets selon le principe du pollueur-payeur. Problème, Areva et EDF sont complètement plombés financièrement. Le premier accuse en

effet les nombreux retards et les surcoûts du réacteur nucléaire de troisième génération actuellement en construction en Finlande. Au bord de la faillite, le groupe a même dernièrement lancé un plan de sauvetage à cinq milliards d'euros. C'est donc complètement étranglés et englués financièrement qu'Areva et EDF continuent de provisionner l'argent nécessaire à la réalisation du centre d'enfouissement de Bure. La filière nucléaire n'a clairement pas les moyens financiers de gérer ses propres déchets !

Mais ça c'était avant que Ségolène Royal ne surgisse comme Zorro pour arrêter en l'espace de deux jours le coût « objectif » de CIGEO à 25 milliards d'euros. Les habitants du territoire et les associations de défense contre le nucléaire redoutent à présent une construction low-cost, censée résister des millions d'années, après un tel chiffre sorti du chapeau. Au point de dénoncer « un pot de chambre » à un million d'euros par jour pendant cent ans. « Combien d'hôpitaux, d'écoles, de crèches, de maisons de retraite [...] pourraient être financés par une telle somme ? », s'interroge le Collectif contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs (CEDRA). Le pire dans tout ça est peut-être le fait que rien ne garantit que Bure soit la solution, loin de !

© Groupe BLE Lorraine – Tous droits réservés